

COMITE DE PILOTAGE DU GC  
-----  
COMITE TECHNIQUE DU GC  
-----  
SECRETARIAT TECHNIQUE DU GC



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE  
*Union – Discipline – Travail*  
-----



# CADRAGE MACRO ECONOMIQUE A MOYEN TERME



Le Gouvernement de Côte d'Ivoire poursuivra les réformes engagées depuis 2012 à travers la mise en œuvre du Plan National de Développement 2016-2020 tout en mettant l'accent sur la transformation structurelle de l'économie avec une base industrielle solide.

Dans cette dynamique, les efforts devraient être intensifiés pour maintenir la Côte d'Ivoire sur la trajectoire de l'émergence à l'horizon 2020.

Le plan envisage ainsi une croissance forte, soutenable, inclusive, équitable, créatrice d'emplois et respectueuse du genre et de l'environnement. La croissance sera tirée notamment par un accroissement substantiel de l'investissement tant public que privé (y compris de l'extérieur).

Ces investissements ont été judicieusement choisis autour de moteurs de croissance tant transversaux (justice et bonne gouvernance, éducation et enseignement technique et supérieur, santé, urbanisation et habitat, environnement, salubrité, eau potable, eaux et forêt et sécurité) que verticaux (infrastructures et transport, énergie, mines et hydrocarbures, agriculture, industries et PME, TIC et recherche scientifique, commerce, artisanat et tourisme). L'objectif est d'apporter une réponse aux défis d'industrialisation de la Côte d'Ivoire au travers d'une Nouvelle Politique Industrielle.

Le diagnostic mené pour dégager les défis et les orientations stratégiques du PND 2016-2020 ont été fait à la lumière des enseignements de l'expérience des pays émergents dans la construction de leur économie et en cohérence avec les conclusions pertinentes de la conférence internationale sur l'émergence de l'Afrique tenue à Abidjan en mars 2015 à l'initiative du gouvernement ivoirien.

Les principaux objectifs du PND 2016-2020 se déclinent comme suit :

- Réaliser un taux de croissance du PIB réel de 9,8% en 2016 ; 8,9% en 2017 ; 8,8% en 2018 ; 8,3% en 2019 et 8% en 2020. Les investissements devraient passer de 18,7% du PIB en 2015 à 24,5% en 2020 dont les investissements publics de 8% du PIB en 2015 à 9% en 2020 ;
- Réduire le taux de pauvreté de moitié et revenir vers le groupe de tête des pays africains qui sont les mieux placés dans l'Indice du Développement Humain du PNUD ;
- Créer un des meilleurs climats des affaires en Afrique et renforcer la compétitivité de notre économie ;
- Sensibiliser les populations sur les changements dans les modes de production et de consommation pour construire l'émergence ;
- Miser sur le développement des infrastructures stratégiques comme levier de l'émergence et en cohérence avec les principes de durabilité environnementale ; et
- Promouvoir l'insertion avantageuse dans le réseau d'échanges régionaux et mondiaux.

### ***Poursuite des réformes dans le cadre d'un programme économique et financier avec le FMI***

Le Gouvernement a réaffirmé sa volonté de conclure un nouveau programme économique et financier triennal appuyé par la Facilité Elargie de Crédit avec le Fonds Monétaire International en vue de soutenir la mise en œuvre du PND 2016-2020.

A cet effet, il poursuivra les réformes entamées notamment au niveau (i) de la gestion des finances publiques, (ii) de la gouvernance et de la modernisation de l'administration publique, (iii) de l'assainissement du secteur financier, (iv) du renforcement de l'industrialisation progressive du tissu économique et (v) de l'amélioration du climat des affaires.

D'une manière générale, le Gouvernement entend améliorer la qualité des politiques et des institutions pour garantir l'utilisation efficace des ressources, en vue de la promotion du développement durable, de la création d'emplois et de la réduction de la pauvreté.

#### ***Un secteur de production en forte expansion***

La mise en œuvre du PND 2012-2015 a permis la réalisation d'une croissance forte, soutenue et inclusive favorisant ainsi le repositionnement de la Côte d'Ivoire sur la scène régionale et internationale.

Ainsi, le secteur primaire a enregistré une croissance moyenne annuelle de 5,8% de 2012 à 2015 grâce à l'agriculture vivrière (avec un pic de 18,7% en 2014).

Le secteur secondaire est resté dynamique avec une croissance moyenne de 5,8% de 2012 à 2015. Cette dynamique est à mettre à l'actif de la croissance de la plupart de ses composantes notamment le BTP (de 5,3% en 2012 à 28,3% en 2015), l'extraction minière (de -33,5% en 2012 à 15,7% en 2015 après un recul de -3,3% en 2014).

Quant au secteur tertiaire, il a également connu une orientation favorable, en témoigne la hausse de toutes ses composantes de 2012 à 2015. Ainsi, en moyenne, le commerce a crû de 7,3%, les autres services de 10,7% et les transports de 13%.

L'activité de tous les secteurs a été donc en nette progression. La mise en œuvre du PND 2012-2015 a été couronnée par la réception des premiers ouvrages structurants notamment l'autoroute du Nord (Singrobo-Yamoussoukro), l'échangeur de la Riviera II, les ponts Henri Konan Bédié, de Bouaflé et de Jacquenville. La réhabilitation et le rééquipement d'hôpitaux et de centres de santé ont contribué à améliorer l'accès aux services de santé, tout comme la mise en œuvre de la mesure de prise en charge de la mère et de l'enfant avec la gratuité des soins, de la césarienne et des médicaments.

Le climat des affaires s'est amélioré notamment avec l'adoption d'un nouveau code des investissements et l'ouverture d'un Guichet Unique de l'Investisseur. La réforme de la filière Café Cacao est pleinement mise en œuvre depuis le début de la nouvelle campagne cacaoyère en octobre 2012. La stabilité macroéconomique a été renforcée et la prévisibilité dans la gestion des ressources publiques s'est nettement améliorée. Les réformes structurelles de grande ampleur qui ont été mises en œuvre dans le cadre des programmes soutenus par le FMI, la Banque Mondiale, la BAD, et l'Union Européenne commencent à porter leurs fruits.

### ***Des perspectives de croissance solides et un cadre macro-budgétaire stable***

La performance de l'économie ivoirienne sur la période 2016-2020 est tirée à la fois par la croissance moyenne des secteurs primaire (5,8%), secondaire (11,5%) et tertiaire (9,8%).

- Le secteur primaire bénéficierait des investissements dans le secteur agricole (PNIA). La redynamisation des organisations professionnelles dans les secteurs du vivrier, de l'agriculture d'exportation, de la pêche et l'élevage, devrait contribuer à la croissance des différentes filières. En outre, les projections dans le domaine agricole tablent sur un meilleur traitement phytosanitaire des plantations et du verger ainsi qu'une amélioration des routes de desserte et des prix rémunérateurs ;
- La croissance du secteur secondaire serait soutenue par l'ensemble de ses composantes notamment le BTP et l'énergie qui devraient respectivement croître en moyenne de 18,3% et 20%. Ce secteur du BTP bénéficierait de la poursuite des grands chantiers de l'Etat et de la mise en œuvre du programme présidentiel des logements sociaux. L'activité industrielle profiterait d'une part, des facilités issues du code des investissements, des PPP pour l'augmentation des capacités, des nouvelles installations, de la transformation des produits primaires et d'autre part, de la vigueur des demandes intérieure et extérieure ;
- Le secteur tertiaire tirerait avantage du dynamisme du secteur secondaire grâce à l'ensemble de ses composantes. Les investissements dans le secteur des télécommunications pour la couverture nationale (fibre optique), le désenclavement des contrées reculées par la construction de routes et de ponts, les investissements dans les différents ports et aéroports, la mise en service des hôtels en construction depuis 2011-2015 soutiendraient la croissance des activités tertiaires dans leur ensemble sur la période 2016-2020. Ainsi, les activités du tertiaire telles que les autres services (11%), les transports (11,9%) et le commerce (8,8%) devront être assez stimulés sur toute la période.

La demande devrait également contribuer à la croissance du PIB réel. Elle serait tirée par la croissance continue des investissements (+13,6%) et la consolidation de la consommation finale (+7,3%).

- Les investissements seraient soutenus, sur la période 2016-2020, par la poursuite des chantiers publics (notamment infrastructures socioéconomiques structurantes et logements sociaux) et le renforcement des outils de production dans les secteurs manufacturiers et de la construction. Le taux d'investissement global ressortirait en moyenne par an à 22,7% contre 18,7% en 2015. Le taux d'investissement public serait de 8,6% en moyenne par an sur la période ;
- Quant à la consommation finale, elle bénéficierait de la hausse des revenus et de la création d'emplois ;
- Les importations progresseraient de 9% en moyenne par an sous l'impulsion du dynamisme de l'économie et ;
- Les exportations seraient en hausse de 7,1% en moyenne par an en raison de la bonne tenue des productions agricoles, minières, pétrolières et des produits transformés.

L'inflation serait contenue dans la limite de la norme communautaire de maximum 3%. L'évolution des prix, en moyenne annuelle, ressortirait à 2%, en liaison avec les mesures prises par le Gouvernement dans le cadre de la lutte contre la cherté de la vie notamment l'amélioration des circuits de distribution pour l'approvisionnement des marchés.

Au niveau des finances publiques, il est prévu un niveau d'investissement public de 11 284,5 milliards de FCFA sur la période 2016-2020. La croissance induite par ce programme d'investissements devrait avoir un impact significatif sur les finances publiques. Ainsi, le taux de prélèvement public devrait passer de 19,3% en 2016 à 18,6% en 2017, 18,9% en 2018, 18,9% en 2019 et 19,0% en 2020. Par ailleurs, le taux de pression fiscale devrait évoluer comme suit : 15,3% du PIB en 2016 ; 15,2 en 2017 ; 15,4% en 2018 ; 15,7% en 2019 et 15,8% en 2020. En comptabilisant les recettes affectées, la pression fiscale serait de 16,3% du PIB en 2016 ; 16,3% en 2017 ; 16,5% en 2018 ; 16,7% en 2019 et 16,9% en 2020.

Par ailleurs, les niveaux d'investissement public **du PND 2016-2020** s'élèvent à 11 284,5 **milliards de FCFA** dont 1 643,7 milliards de FCFA en 2016 ; 1 950,7 milliards de FCFA en 2017 ; 2 286,3 milliards de FCFA en 2018 ; 2 564,4 milliards de FCFA en 2019 et 2 843,4 milliards de FCFA en 2020. Ainsi, la politique budgétaire sur la période 2016-2020 vise à accroître les investissements publics tout en préservant la soutenabilité de la dette publique.

Les déficits budgétaires ainsi que la dette publique devraient rester à des niveaux soutenables grâce à la préservation d'un cadre macroéconomique solide et la continuation de la mise en œuvre d'une stratégie nationale d'endettement rigoureusement contrôlée. Les intérêts dus sur la dette publique se chiffraient à 319,4 milliards de FCFA en 2016 ; à 311,1 milliards de FCFA en 2017 ; 277,3 milliards de FCFA en 2018 ; 245,0 milliards de FCFA en 2019 et à 212,1 milliards de FCFA en 2020, conformément à la politique de la dette publique engagée par l'Etat.

## ANNEXES

TABLEAU 1 : RESUME DES PRINCIPAUX AGREGATS

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	
			<b>Objectif PND</b>					
<b>1. En valeur (milliards Francs courants)</b>								
<b>PIB total</b>	<b>16</b> <b>935,5</b>	<b>18</b> <b>880,0</b>	<b>21</b> <b>124,2</b>	<b>23</b> <b>432,9</b>	<b>25</b> <b>986,7</b>	<b>28</b> <b>659,4</b>	<b>31</b> <b>521,6</b>	
Variation annuelle en %	9,5	11,5	11,9	10,9	10,9	10,3	10,0	
<b>PIB par habitant prix courant (en milliers de FCFA)</b>	<b>747,0</b>	<b>812,0</b>	<b>885,9</b>	<b>958,3</b>	<b>1</b> <b>036,2</b>	<b>1</b> <b>114,4</b>	<b>1</b> <b>195,1</b>	
<b>Epargne intérieure brute (EIB)</b>	<b>3</b> <b>556,0</b>	<b>3</b> <b>791,6</b>	<b>4</b> <b>393,1</b>	<b>5</b> <b>112,0</b>	<b>5</b> <b>966,1</b>	<b>6</b> <b>813,8</b>	<b>7</b> <b>775,7</b>	
<b>en % du PIB</b>	21,0	20,1	20,8	21,8	23,0	23,8	24,7	
<b>FBCF</b>	<b>2</b> <b>717,5</b>	<b>3</b> <b>528,1</b>	<b>4</b> <b>277,2</b>	<b>5</b> <b>148,5</b>	<b>6</b> <b>000,3</b>	<b>6</b> <b>847,3</b>	<b>7</b> <b>726,7</b>	
Taux d'investissement en %	16,0	18,7	20,2	22,0	23,1	23,9	24,5	
<i>Public</i>	6,1	8,0	7,8	8,3	8,8	8,9	9,0	
<i>Privé</i>	9,9	10,7	12,5	13,6	14,3	15,0	15,5	
<b>Solde commercial (FOB-FOB)</b>	<b>1</b> <b>097,0</b>	<b>921,3</b>	<b>547,6</b>	<b>286,8</b>	<b>217,1</b>	<b>267,0</b>	<b>415,6</b>	
Taux de couverture en %	119,1	114,5	107,7	103,7	102,5	102,8	104,1	
<b>PIB en francs constants 2009 (milliards FCFA)</b>	<b>14</b> <b>673,8</b>	<b>16</b> <b>064,0</b>	<b>17</b> <b>634,7</b>	<b>19</b> <b>196,4</b>	<b>20</b> <b>888,7</b>	<b>22</b> <b>616,3</b>	<b>24</b> <b>416,5</b>	
<b>PIB/hab à prix constant 2009 (milliers de FCFA)</b>	647,2	690,9	739,6	785,0	833,0	879,4	925,7	
Délateur du PIB base 100 = 2009	115,4	117,5	119,8	122,1	124,4	126,7	129,1	
<b>2. Variations en volume (en %)</b>								
<b>PIB total</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>9,8</b>	<b>8,9</b>	<b>8,8</b>	<b>8,3</b>	<b>8,0</b>	
- secteur primaire	12,0	7,4	5,2	7,9	6,6	5,1	4,3	
- secteur secondaire	3,7	12,7	15,7	9,9	13,4	9,7	9,1	
- secteur tertiaire	10,2	9,5	9,5	10,5	9,1	10,1	10,0	
-secteur non marchand	7,7	4,9	8,9	3,2	2,8	2,9	2,9	
- droits et taxes	6,9	11,1	9,0	7,7	7,6	8,1	7,8	
<b>PIB par habitant</b>	<b>5,8</b>	<b>6,7</b>	<b>7,0</b>	<b>6,1</b>	<b>6,1</b>	<b>5,6</b>	<b>5,3</b>	
<b>FBCF</b>	<b>16,0</b>	<b>26,5</b>	<b>16,7</b>	<b>16,7</b>	<b>13,7</b>	<b>11,1</b>	<b>9,9</b>	
<b>Consommation finale</b>	<b>10,0</b>	<b>10,6</b>	<b>8,6</b>	<b>7,5</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>6,5</b>	
<b>Exportations de biens</b>	<b>4,3</b>	<b>7,6</b>	<b>7,1</b>	<b>6,5</b>	<b>7,0</b>	<b>8,0</b>	<b>8,0</b>	

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Importations de biens</b>	<b>4,1</b>	<b>12,2</b>	<b>13,3</b>	<b>10,5</b>	<b>8,6</b>	<b>7,8</b>	<b>6,8</b>
<b>3. Prix implicites (variation annuelle en %)</b>							
<b>Déflateur implicite du PIB</b>	0,9	1,8	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
<b>Déflateur conso. des ménages</b>	0,5	1,9	2,1	1,9	2,0	2,0	2,0
<b>IHPC (moyenne annuelle %)</b>	0,4	1,9	2,1	1,9	2,0	2,0	2,0
<b>Termes de l'échange des biens</b>	3,2	0,3	-0,5	-0,1	0,3	0,1	0,1
<b>4. Contributions à la croissance du PIB</b>							
- secteur primaire	2,3	1,5	1,0	1,5	1,2	0,9	0,8
- secteur secondaire	0,7	2,5	3,1	2,1	2,8	2,1	2,0
- secteur tertiaire	3,8	3,6	3,6	4,0	3,5	3,9	3,9
- secteur non marchand	0,8	0,5	0,8	0,3	0,2	0,2	0,2
- droits et taxes	0,9	1,4	1,2	1,0	1,0	1,0	1,0
<b>Total PIB</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>9,8</b>	<b>8,9</b>	<b>8,8</b>	<b>8,3</b>	<b>8,0</b>
<b>5. Données en dollar US</b>							
<b>PIB nominal (milliards)</b>	<b>34,3</b>	<b>32,0</b>	<b>35,9</b>	<b>40,2</b>	<b>45,1</b>	<b>50,1</b>	<b>54,6</b>
PIB par habitant	1 513,3	1 376,6	1 504,9	1 645,5	1 797,6	1 947,7	2 071,4
FBCF(milliards)	5,5	6,0	7,3	8,8	10,4	12,0	13,4
Exportations totales (milliards)	14,9	13,2	13,9	14,6	16,2	17,9	19,6
dont biens	13,9	12,3	13,0	13,7	15,2	16,9	18,5
Importations totales (milliards)	13,5	12,4	13,7	15,0	16,7	18,4	19,8
<b>Pour mémoire:</b>							
<b>Nombre d'habitants (millions)</b>	22,7	23,3	23,8	<b>24,5</b>	<b>25,1</b>	<b>25,7</b>	<b>26,4</b>
croissance démographique en %	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6	2,6
FCFA pour 1 dollar (moyenne annuelle)	493,6	589,9	588,7	582,4	576,5	572,2	577,0

Source : Ministère auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances / Direction Générale de l'Economie / Direction des Prévisions, des Politiques et des Statistiques Economiques

**COMPTE RESSOURCES – EMPLOIS**

**TABLEAU 2.1. PIB en francs courants**

	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
	Objectif PND						
<b>I.1.1. PIB OPTIQUE OFFRE</b>							
<b>Secteur Primaire</b>	<b>3 788,2</b>	<b>4 194,4</b>	<b>4 456,6</b>	<b>4 790,3</b>	<b>5</b> <b>198,8</b>	<b>5</b> <b>546,4</b>	<b>5</b> <b>874,4</b>
Agriculture vivrière, élevage	2 201,6	2 397,5	2 625,3	2 889,8	3	3	3
Agriculture d'exportation	1 550,9	1 762,2	1 795,5	1 863,9	1	2	2
Sylviculture	27,1	25,6	26,2	26,7	27,3	27,9	28,5
Pêche	8,7	9,1	9,5	9,9	10,4	10,9	11,3
<b>Secteur Secondaire</b>	<b>3 572,6</b>	<b>4 049,3</b>	<b>4 731,7</b>	<b>5 341,7</b>	<b>6</b> <b>101,7</b>	<b>6</b> <b>809,7</b>	<b>7</b> <b>565,4</b>
Extraction minière	829,2	951,9	1 070,9	1 086,4	1	1	1
Industries agro-alimentaires	1 063,1	1 131,9	1 283,5	1 476,8	1	1	2
produits pétroliers	105,9	119,3	121,4	134,7	647,9	854,4	048,8
Energie (gazeaulec)	98,0	122,7	185,0	199,9	144,2	154,9	166,4
BTP	402,4	524,1	687,9	864,4	261,0	300,8	343,6
Autres industries manufacturières	1 074,0	1 199,5	1 382,9	1 579,6	1	1	2
					749,1	925,3	133,0
<b>Secteur Tertiaire</b>	<b>5 865,7</b>	<b>6 469,5</b>	<b>7 259,1</b>	<b>8 229,5</b>	<b>9</b> <b>190,4</b>	<b>10</b> <b>355,5</b>	<b>11</b> <b>651,6</b>
Transports	554,5	617,1	724,9	827,6	932,8	1	1
Télécommunication	964,0	1 044,8	1 121,5	1 203,1	1	1	1
Commerce	1 689,0	1 843,0	2 039,3	2 267,2	293,3	396,8	505,8
Autres services	2 658,3	2 964,6	3 373,5	3 931,5	2	2	3
					492,9	797,1	124,1
					4	5	5
					471,3	115,0	860,2
<b>PIB Marchand</b>	<b>13 226,6</b>	<b>14 713,1</b>	<b>16 447,4</b>	<b>18</b> <b>361,5</b>	<b>20</b> <b>490,9</b>	<b>22</b> <b>711,6</b>	<b>25</b> <b>091,4</b>
Services d'administration publique	1 617,1	1 725,0	1 940,7	2 041,0	2	2	2
Institutions sans but lucratif (ISBL)	67,5	69,5	71,8	74,2	142,1	257,1	379,7
<b>PIB non marchand</b>	<b>1 684,6</b>	<b>1 794,6</b>	<b>2 012,5</b>	<b>2 115,2</b>	<b>2</b> <b>218,7</b>	<b>2</b> <b>336,7</b>	<b>2</b> <b>462,3</b>



	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>14 911,1</b>	<b>16 507,7</b>	<b>18 459,9</b>	<b>20 476,7</b>	<b>22 709,6</b>	<b>25 048,4</b>	<b>27 553,7</b>
<b>Droits et taxes nets de subventions</b>	<b>2 024,4</b>	<b>2 372,3</b>	<b>2 664,3</b>	<b>2 956,2</b>	<b>3 277,1</b>	<b>3 611,0</b>	<b>3 967,9</b>
<b>TOTAL PIB OFFRE AU PRIX DU MARCHÉ</b>	<b>16 935,5</b>	<b>18 880,0</b>	<b>21 124,2</b>	<b>23 432,9</b>	<b>25 986,7</b>	<b>28 659,4</b>	<b>31 521,6</b>
<b>I.1.2. PIB OTIQUE DEMANDE</b>							
<b>FBCF:</b>	<b>2 717,5</b>	<b>3 528,1</b>	<b>4 277,2</b>	<b>5 148,5</b>	<b>6 000,3</b>	<b>6 847,3</b>	<b>7 726,7</b>
Ménages	427,3	521,9	657,7	792,6	942,9	1 116,9	1 288,4
sociétés financières & sociétés non financières	1 242,4	1 494,2	1 965,5	2 394,4	2 759,8	3 158,2	3 582,4
APU	1 038,5	1 502,2	1 643,7	1 950,7	2 286,3	2 560,4	2 843,4
ISBL	9,3	9,9	10,4	10,8	11,3	11,8	12,4
<b>Consommation finale</b>	<b>13 379,5</b>	<b>15 088,4</b>	<b>16 731,1</b>	<b>18 320,9</b>	<b>20 020,6</b>	<b>21 845,6</b>	<b>23 745,9</b>
Ménages	11 017,7	12 304,8	13 668,8	15 042,7	16 494,4	18 052,4	19 665,6
APU	2 283,7	2 700,7	2 975,1	3 186,3	3 429,3	3 690,8	3 972,2
ISBL	78,1	82,9	87,3	91,9	97,0	102,4	108,1
<b>Variation des stocks</b>	<b>163,4</b>	<b>-226,1</b>	<b>28,9</b>	<b>161,7</b>	<b>254,0</b>	<b>227,8</b>	<b>185,7</b>
<b>Demande externe nette</b>	<b>675,2</b>	<b>489,6</b>	<b>87,0</b>	<b>-198,2</b>	<b>-288,2</b>	<b>-261,3</b>	<b>-136,6</b>
<b>Exportations</b>	<b>7 349,0</b>	<b>7 781,7</b>	<b>8 181,2</b>	<b>8 526,1</b>	<b>9 324,2</b>	<b>10 267,2</b>	<b>11 307,5</b>
- Biens	6 851,4	7 261,5	7 644,8	7 970,8	8 741,9	9 658,4	10 671,0
- Services non facteurs	497,6	520,2	536,4	555,3	582,3	608,8	636,5
<b>Importations</b>	<b>6 673,8</b>	<b>7 292,1</b>	<b>8 094,3</b>	<b>8 724,3</b>	<b>9 612,4</b>	<b>10 528,5</b>	<b>11 444,1</b>
- Biens	5 754,4	6 340,2	7 097,2	7 684,0	8 524,8	9 391,5	10 255,4
- Services non facteurs	919,4	951,9	997,0	1 040,3	1 087,6	1 137,0	1 188,7

Source : MPMEF / DGE / DPPSE

COMPTE RESSOURCES – EMPLOIS

TABLEAU 2.2. PIB en francs courants : variation annuelle en %.

	2 014	2 015	2 016	2 017	2 018	2 019	2 020
			<b>Objectif PND</b>				
<b>I.2.1. PIB OPTIQUE OFFRE</b>							
<b>Secteur Primaire</b>	<b>11,0</b>	<b>10,7</b>	<b>6,3</b>	<b>7,5</b>	<b>8,5</b>	<b>6,7</b>	<b>5,9</b>
Agriculture vivrière, élevage	17,8	8,9	9,5	10,1	11,8	8,3	7,4
Agriculture d'exportation	2,8	13,6	1,9	3,8	3,5	4,1	3,4
Sylviculture	0,5	-5,3	2,1	2,0	2,2	2,2	2,2
Pêche	0,9	4,8	5,2	4,0	4,5	4,5	4,5
<b>Secteur Secondaire</b>	<b>3,8</b>	<b>13,3</b>	<b>16,9</b>	<b>12,9</b>	<b>14,2</b>	<b>11,6</b>	<b>11,1</b>
Extraction minière	-9,7	14,8	12,5	1,4	17,4	6,7	5,5
Industries agro-alimentaires	9,2	6,5	13,4	15,1	11,6	12,5	10,5
Produits pétroliers	-1,8	12,6	1,8	10,9	7,1	7,4	7,4
Energie (gazeaulec)	-6,5	25,1	50,8	8,0	30,6	15,3	14,2
BTP	16,1	30,2	31,3	25,7	18,5	18,5	18,5
Autres industries manufacturières	8,5	11,7	15,3	14,2	10,7	10,1	10,8
<b>Secteur Tertiaire</b>	<b>11,3</b>	<b>10,3</b>	<b>12,2</b>	<b>13,4</b>	<b>11,7</b>	<b>12,7</b>	<b>12,5</b>
Transports	9,0	11,3	17,5	14,2	12,7	12,2	11,0
Télécommunication	4,4	8,4	7,3	7,3	7,5	8,0	7,8
Commerce	11,6	9,1	10,6	11,2	10,0	12,2	11,7
Autres services	14,3	11,5	13,8	16,5	13,7	14,4	14,6
<b>PIB Marchand</b>	<b>9,1</b>	<b>11,2</b>	<b>11,8</b>	<b>11,6</b>	<b>11,6</b>	<b>10,8</b>	<b>10,5</b>
Services d'administration publique	9,0	6,7	12,5	5,2	5,0	5,4	5,4
Institutions sans but lucratif (ISBL)	2,5	3,0	3,3	3,3	3,3	3,8	3,8
<b>PIB non marchand</b>	<b>8,7</b>	<b>6,5</b>	<b>12,1</b>	<b>5,1</b>	<b>4,9</b>	<b>5,3</b>	<b>5,4</b>
<b>PIB au coût des facteurs</b>	<b>9,1</b>	<b>10,7</b>	<b>11,8</b>	<b>10,9</b>	<b>10,9</b>	<b>10,3</b>	<b>10,0</b>
<b>Droits et taxes nets de subventions</b>	<b>13,3</b>	<b>17,2</b>	<b>12,3</b>	<b>11,0</b>	<b>10,9</b>	<b>10,2</b>	<b>9,9</b>
<b>TOTAL PIB OFFRE AU PRIX DU MARCHÉ</b>	<b>9,5</b>	<b>11,5</b>	<b>11,9</b>	<b>10,9</b>	<b>10,9</b>	<b>10,3</b>	<b>10,0</b>
<b>I.2.2. PIB OPTIQUE DEMANDE</b>							
<b>FBCF:</b>	<b>20,4</b>	<b>29,8</b>	<b>21,2</b>	<b>20,4</b>	<b>16,5</b>	<b>14,1</b>	<b>12,8</b>
Ménages	28,5	22,1	26,0	20,5	19,0	18,5	15,4
sociétés financières et sociétés non financières	31,6	20,3	31,5	21,8	15,3	14,4	13,4
APU	6,9	44,7	9,4	18,7	17,2	12,0	11,1
ISBL	5,7	6,6	4,5	4,5	4,5	4,5	4,5
<b>Consommation finale</b>	<b>10,6</b>	<b>12,8</b>	<b>10,9</b>	<b>9,5</b>	<b>9,3</b>	<b>9,1</b>	<b>8,7</b>
Ménages	10,3	11,7	11,1	10,1	9,7	9,4	8,9
APU	12,1	18,3	10,2	7,1	7,6	7,6	7,6
ISBL	4,2	6,2	5,3	5,3	5,6	5,6	5,6



	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>I.3.2. PIB OPTIQUE DEMANDE</b>							
<b>FBCF:</b>	<b>16,0</b>	<b>18,7</b>	<b>20,2</b>	<b>22,0</b>	<b>23,1</b>	<b>23,9</b>	<b>24,5</b>
Ménages	2,5	2,8	3,1	3,4	3,6	3,9	4,1
sociétés financières et sociétés non financières	7,3	7,9	9,3	10,2	10,6	11,0	11,4
APU	6,1	8,0	7,8	8,3	8,8	8,9	9,0
ISBL	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<b>Consommation finale</b>	<b>79,0</b>	<b>79,9</b>	<b>79,2</b>	<b>78,2</b>	<b>77,0</b>	<b>76,2</b>	<b>75,3</b>
Ménages	65,1	65,2	64,7	64,2	63,5	63,0	62,4
APU	13,5	14,3	14,1	13,6	13,2	12,9	12,6
ISBL	0,5	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,3
<b>Variation des stocks</b>	<b>1,0</b>	<b>-1,2</b>	<b>0,1</b>	<b>0,7</b>	<b>1,0</b>	<b>0,8</b>	<b>0,6</b>
<b>Demande externe nette</b>	<b>4,0</b>	<b>2,6</b>	<b>0,4</b>	<b>-0,8</b>	<b>-1,1</b>	<b>-0,9</b>	<b>-0,4</b>
Exportations	43,4	41,2	38,7	36,4	35,9	35,8	35,9
- Biens	40,5	38,5	36,2	34,0	33,6	33,7	33,9
- Services non facteurs	2,9	2,8	2,5	2,4	2,2	2,1	2,0
Importations	39,4	38,6	38,3	37,2	37,0	36,7	36,3
- Biens	34,0	33,6	33,6	32,8	32,8	32,8	32,5
- Services non facteurs	5,4	5,0	4,7	4,4	4,2	4,0	3,8

Source : Source : MPMEF / DGE / DPPSE

**TABLEAU 3 : HYPOTHESES DU CADRAGE MACRO-ECONOMIQUE 2014-2020**

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Productions (en milliers de tonnes)							
Café	105,9	127,0	118,0	121,0	118,0	118,5	119,1
Cacao	1 678,7	1 760,0	1 655,0	1 686,0	1 693,0	1 718,4	1 734,9
Bananes	362,4	357,7	375,5	394,3	414,0	426,5	439,3
Ananas	56,4	59,9	62,9	64,8	66,8	69,2	71,5
coton graine	405,2	450,1	495,1	544,6	599,1	629,0	647,9
Huiles de palme	420,1	408,0	428,4	449,8	472,3	486,4	496,2
Sucre	191,3	204,6	221,2	239,1	258,5	279,4	302,1
Caoutchouc	317,3	320,0	345,6	373,2	395,6	424,7	454,9
Anacarde	564,8	625,8	660,0	726,0	799,3	882,6	965,2
Pétrole (milliers de barils)	6 901,5	10 100,0	12 455,0	10 775,1	16 151,1	16 958,7	17 806,6

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<i>Barils/jour</i>	18 908,3	27 671,2	34 123,2	29 520,8	44 249,7	46 462,2	48 785,3
Gaz (millions de metre cube)	2 131,2	2 071,1	2 149,2	2 143,4	2 147,5	2 211,9	2 278,3
Or (en kilogramme)	18 600,0	20 030,0	22 000,0	24 000,0	24 720,0	25 956,0	26 345,3
Manganèse (tonnes)	362 000,0	560 000,0	682 000,0	832 000,0	873 600,0	917 280,0	953 971,2
Production de produits pétroliers (Kt)	3 197,4	3 540,4	3 456,1	3 763,0	3 763,0	3 951,2	4 148,7
Production d'électricité (GWH)	8 216,0	8 565,6	9 854,5	10 565,8	12 848,9	13 876,8	14 986,9
<b>Croissance en volume (en %)</b>							
<b>OFFRE</b>							
<b>Secteur primaire</b>	<b>12,0</b>	<b>7,4</b>	<b>5,2</b>	<b>7,9</b>	<b>6,6</b>	<b>5,1</b>	<b>4,3</b>
Agriculture vivrière, élevage	18,7	8,9	9,5	10,1	8,6	5,9	5,0
Agriculture d'exportation	2,8	5,3	-2,0	4,0	2,9	3,4	2,8
Sylviculture	0,0	-6,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pêche	0,4	3,0	3,0	2,0	2,0	2,0	2,0
<b>Secteur secondaire</b>	<b>3,7</b>	<b>12,7</b>	<b>15,7</b>	<b>9,9</b>	<b>13,4</b>	<b>9,7</b>	<b>9,1</b>
Extraction minière	-3,3	15,7	11,4	-0,5	14,9	4,4	3,3
Industries agro-alimentaires	8,6	4,9	8,0	12,8	9,4	10,0	8,0
Produits pétroliers	-2,8	10,9	-2,1	8,9	5,0	5,0	5,0
Energie (gazeaulec)	-8,0	23,3	45,0	5,9	28,0	13,0	12,0
BTP	15,5	28,3	25,0	22,0	15,0	15,0	15,0
Autres industries manufacturières (a)	6,2	9,5	9,8	10,9	7,5	7,8	8,5
<b>Secteur tertiaire</b>	<b>10,2</b>	<b>9,5</b>	<b>9,5</b>	<b>10,5</b>	<b>9,1</b>	<b>10,1</b>	<b>10,0</b>
Transports	9,4	11,3	13,0	12,5	10,5	10,0	8,8
Télécommunication	3,5	8,4	7,3	7,3	7,5	8,0	7,8
Commerce	11,1	8,7	8,4	8,2	7,8	10,0	9,5
Autres services (b)	12,6	10,1	10,3	12,6	10,1	11,0	11,2

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
<b>Droits et taxes</b>	<b>6,9</b>	<b>11,1</b>	<b>9,0</b>	<b>7,7</b>	<b>7,6</b>	<b>8,1</b>	<b>7,8</b>
<b>Pib non marchand</b>	<b>7,7</b>	<b>4,9</b>	<b>8,9</b>	<b>3,2</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>	<b>2,9</b>
<b>DEMANDE</b>							
<b>Consommation finale</b>	<b>10,0</b>	<b>10,6</b>	<b>8,6</b>	<b>7,5</b>	<b>7,1</b>	<b>6,9</b>	<b>6,5</b>
<i>Consommation des ménages</i>	9,8	9,6	8,8	8,0	7,5	7,3	6,8
<i>Consommation publique</i>	11,5	15,6	8,0	5,0	5,0	5,0	5,0
<b>Investissements</b>	<b>16,0</b>	<b>26,5</b>	<b>16,7</b>	<b>16,7</b>	<b>13,7</b>	<b>11,1</b>	<b>9,9</b>
<i>Investissements privés</i>	27,0	16,6	26,1	17,9	12,8	12,1	10,6
<i>Investissements publics</i>	3,9	39,8	6,2	15,2	14,9	9,8	8,9
<b>Exportations de biens et services</b>	<b>4,1</b>	<b>7,4</b>	<b>6,9</b>	<b>6,3</b>	<b>6,8</b>	<b>7,7</b>	<b>7,8</b>
<b>Importations de biens et services</b>	<b>3,8</b>	<b>11,3</b>	<b>12,5</b>	<b>9,9</b>	<b>8,2</b>	<b>7,5</b>	<b>6,6</b>
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>8,5</b>	<b>9,5</b>	<b>9,8</b>	<b>8,9</b>	<b>8,8</b>	<b>8,3</b>	<b>8,0</b>
Déflateur	0,9	1,8	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9

Source : MPMEF/DGE/DPPSE

(a) : Textile-Chaussure, bois, produits chimiques, Caoutchouc naturel, matériaux de construction, automobile-Mécanique, industries diverses (papeteries, imprimerie, etc.)

(b) : Banque-finance, Etude-formation, informatique, Hôtellerie-Tourisme, maintenance, immobilier, etc.